

Bună ziua, Cyrille

Les conseillers aux affaires agricoles français sont les intermédiaires entre les États, les administrations et les entreprises. Ils assurent un relais d'influence et de diplomatie dans plus de 120 pays du globe. Depuis le 17 octobre 2022, Cyrille Schweizer a débuté sa mission pour faciliter la coopération internationale y compris dans le domaine de la formation et de la recherche entre la France et la Roumanie, ainsi que la Hongrie et la Bulgarie.

Bună ziua, Cyrille [*Bonjour en Roumain]*

– Vous êtes le nouveau Conseiller aux affaires agricoles (CAA) en poste à l'Ambassade de France à Bucarest, compétent également pour la Bulgarie et la Hongrie, depuis l'automne 2022. En quelques mots, quel est votre parcours professionnel ?



J'étais précédemment en charge des questions européennes au sein de la Sous-Direction des Filières Agricoles à la DGPE, rattaché directement à la sous directrice. J'ai notamment beaucoup travaillé au sein des groupes d'experts et comités de gestion de la Commission européenne pour les sujets relevant de l'organisation des marchés (règlement 1308/2013 OCM unique) mais j'ai surtout été mobilisé sur la réforme de la PAC et la réalisation du plan stratégique national.

Avant cela, j'étais en charge des questions de coopération internationale et européenne, au sein de la mission internationale de FranceAgriMer.

– Dans quel contexte avez-vous abordé la coopération internationale ? sur quel(s)pays ou quelle(s) zone(s) et sur quelle(s) thématique(s) ?

Compte tenu de mon parcours, je distingue deux volets en matière de coopération internationale : celui de la coopération avec les pays tiers – que je connais bien pour

avoir travaillé dans ce domaine quelques années lorsque j'étais à FranceAgriMer, et celui de la coopération européenne, qui plus encore que la première, relève d'une logique d'influence dans le cadre des négociations et discussions européennes sur les réformes en cours et à venir, en particulier relatives à la mise en place de la stratégie « Farm to fork » .

Aujourd'hui, mon poste de CAA en charge des échanges bilatéraux avec 3 Etats membres de l'Union Européenne s'inscrit dans cette logique. Ma mission s'appuie bien évidemment aussi sur des actions de coopération, notamment dans le domaine de l'enseignement et de la formation agricole portées par la DGER.

– Quelle opportunité vous a amené à intégrer votre poste en Roumanie et pourquoi avoir postulé pour une mission de CAA ?

Cela fait déjà quelques années que je souhaitais un poste de CAA, en particulier au sein d'un Etat membre de l'UE compte tenu de mon parcours et de mon expérience en matière de politique agricole commune. Après 5 années passées à la DGPE, l'occasion de candidater à ce poste de CAA en Roumanie s'est présentée et je l'ai saisie, en remerciant bien sûr les personnes qui, au sein du MASA, m'ont accordé leur confiance.

– En quelques mots, quels sont les objectifs que vous allez poursuivre en tant que CAA ?

J'en ai évoqué déjà un certain nombre, mais ils peuvent être résumés ainsi :

- Partager nos positions avec mes interlocuteurs en Roumanie, en Hongrie et en Bulgarie sur l'ensemble des réformes en cours conduites par la Commission européenne ;
- Faire vivre les accords de coopération avec ces pays, au premier rang desquels celui entre la France et la

Roumanie sur les corridors de solidarité signé en septembre dans le contexte de la guerre en Ukraine et en initier de nouveaux ;

- Initier et faciliter autant que possible l'ensemble des échanges entre la France et les pays de ma zone tant dans le domaine institutionnel, en particulier en matière d'enseignement, de formation et de recherche, mais également au niveau professionnel auprès des filières et des entreprises françaises en collaborant avec Business France et les chambres de commerce françaises présentes dans ces trois pays.

– Pouvez-vous nous partager un axe de coopération qui caractérise votre nouvelle mission ?

Évidemment le premier qui me vient à l'esprit est celui que je viens d'évoquer concernant les corridors de solidarité en Roumanie, signé avant mon arrivée et qui depuis prend de l'ampleur. Celui-ci relève en fait du Ministère des transitions écologiques chargé des Transports plus que du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire mais il m'appartient de l'animer et de faciliter les échanges et les missions d'experts entre la France et la Roumanie. Il vise à accompagner la Roumanie dans l'amélioration de ses capacités logistiques – maritimes, ferroviaires et fluviales – pour faciliter les exportations, principalement de céréales ukrainiennes via la Roumanie dans le contexte actuel de la guerre. Il s'agit d'un sujet essentiel qui vise également à garantir la sécurité alimentaire mondiale.

– Dans le contexte particulier que le monde traverse en 2022, comment abordez-vous l'organisation de votre mission, la « construction » des contacts avec les acteurs, les membres du réseau et les partenaires français et étranger ?

Je ne crois pas que le contexte actuel change la nature de mes missions... Elles ont a minima un impact sur la nature de celles-ci. En Roumanie, elles sont en outre facilitées par

l'implication de notre pays auprès de la Roumanie avec une participation active, au sein de l'OTAN, de la France, qui joue le rôle de nation cadre et a envoyé des unités militaires dans ce pays. Je ne reviens pas ici sur notre implication également en matière de développement des capacités logistiques. Cela nous met collectivement dans une position singulière, très positive et nous engage plus encore.

– Souhaitez-vous développer un volet particulier de votre mission ou une collaboration spécifique dans le domaine de la formation, de la recherche ou de l'innovation ?

A ce stade, j'en suis encore à faire l'inventaire des actions conduites. En matière d'enseignement et de formation, les actions engagées sont nombreuses et les échanges riches, plus en Roumanie qu'en Hongrie et en Bulgarie cependant. D'ores et déjà, si je peux aider à les rendre plus faciles et plus fluides, j'en serais heureux. En tout cas, je reste naturellement au service de la DGER et son réseau d'animateurs à l'international pour les assister dans toutes les actions qui seront engagées.

En matière de recherche et d'innovation, j'ai déjà eu des échanges avec l'Académie agricole de Bulgarie, qui est très dynamique et souhaite développer ses actions de coopération en particulier avec la France.

A suivre donc...

– Pour finir sur une note culturelle – quelle référence vous tient à cœur (artistique, scientifique, philosophique, linguistique...etc.) et représente, pour vous, le pays dans lequel vous exercez votre mission ?

Pour le coup, je n'évoquerai ici que la Roumanie qui est mon pays de résidence. Je connaissais déjà ce pays avant pour y avoir effectué quelques missions mais y vivre est sensiblement différent.

Je dirai que les principales caractéristiques qui me viennent à l'esprit au bout de ces deux premiers mois sont la latinité, revendiquée, de ce pays. Une sorte d'îlot perdu au milieu d'un monde slave ! qui va de pair avec son histoire singulière et son dynamisme culturel.

– Merci à vous et nous vous donnons rendez-vous dans quelques mois pour en savoir plus sur les opportunités de coopération en faveur de l'enseignement agricole et la recherche que vous aurez pu identifier en particulier en collaboration avec le réseau Roumanie-Bulgarie de l'enseignement agricole.

Comment vous traduiriez « Au revoir » en roumain ?

« La revedere » [bien prononcer « é » sur chaque e]

Photo de tête d'article : crédit photographique – Dragos Asaftei

Contact : Cyrille Schweizer Conseiller aux affaires agricoles pour la Roumanie, la Hongrie et la Bulgarie,
cyrille.schweizer@dgtresor.gouv.fr